



Schweizer Casino Verband
Fédération Suisse des Casinos
Federazione Svizzera dei Casinò

Fédération Suisse des Casinos Rapport annuel 2016

Fédération Suisse des Casinos
Effingerstr. 1, Case postale
3001 Berne

Tél. 031 332 40 22
info@switzerlandcasinos.ch
www.switzerlandcasinos.ch

1. Avant-propos du Président

En 2016, le produit brut des jeux des maisons de jeu suisses s'est stabilisé à un faible niveau, à 689 millions de francs. Le marché est toujours marqué par la migration des clients vers les casinos en ligne, les casinos étrangers au-delà des frontières et les offres de jeux illégales dans les bars et les clubs. Les casinos en ligne étrangers ont fortement enrichi leur offre et sa commercialisation en Suisse.

En 2016, les casinos suisses ont versé 323 millions de francs au titre de l'impôt sur les maisons de jeu. Depuis l'ouverture des casinos, 5,7 milliards de francs ont ainsi été versés à l'AVS et aux cantons (2003-2016). Les casinos ont ainsi fortement contribué à l'utilité publique.

L'année 2016 était entièrement placée sous le signe de la nouvelle loi sur les jeux d'argent. La Fédération Suisse des Casinos s'est activement engagée dans le processus législatif en cours afin de défendre les intérêts du secteur des casinos. À la mi 2016, le Conseil des Etats a examiné le projet de loi et approuvé les principales requêtes du secteur. La protection sociale éprouvée a été conservée et les durcissements inefficaces ainsi que les redevances supplémentaires ont été refusés. Le Conseil des Etats a approuvé le fait que les maisons de jeu puissent également organiser des jeux d'adresse et proposer des paris sportifs à l'avenir. Au printemps 2017, le Conseil national débattera du projet de loi et il s'agira de préserver les acquis.

Jeux d'argent sur Internet uniquement par des exploitants contrôlés

Le blocage de l'accès aux casinos en ligne illégaux doit être introduit de toute urgence. Les exploitants opérant depuis des places offshore n'assurent aucune protection contre l'addiction au jeu et ne reversent aucune redevance à l'AVS. Il en résulte d'importantes distorsions de concurrence. Or, les blocages ne servent pas en priorité à protéger les casinos suisses, mais visent avant tout à protéger les joueurs et les recettes destinées au bien commun. De tels blocages ont déjà été introduits en France, en Italie, en Belgique et au Danemark. Ils ont fait leurs preuves, sont efficaces et n'occasionnent aucun problème technique. Une étude mandatée par la Fédération Suisse des Casinos montre que les casinos en ligne étrangers enfreignent les lois suisses et que des mesures urgentes sont requises à cet égard (cf. à ce propos le ch. 6 ci-après). Les exploitants n'ont ni personnel ni infrastructure en Suisse. La CFMJ n'a aucun moyen de les traduire en justice, faute d'attache en Suisse. Les poursuites pénales sont vouées à l'échec et ne constituent donc pas une alternative aux blocages d'accès.

Ordonnance aussi épurée que possible à la loi sur les jeux d'argent

La réglementation future pour les maisons de jeu ne dépend pas uniquement de la loi sur les jeux d'argent, mais aussi fortement des dispositions d'application dans la future ordonnance. Le secteur des casinos a constitué un groupe de travail à cet effet qui a déjà accompli d'importants travaux préparatoires qui ont été soumis à la CFMJ et à l'Office fédéral de la justice compétent.

Les relations avec l'autorité de surveillance CFMJ sont bonnes et constructives, ce que j'apprécie beaucoup. La collaboration avec Swiss Casinos, Swisslos et la Loterie Romande est également satisfaisante et doit être poursuivie.

Je vous remercie de la confiance que vous me témoignez en tant que président de la Fédération Suisse des Casinos. Aussi en 2017, le comité et le secrétariat s'engageront de nouveau avec détermination pour les intérêts des maisons de jeu.



Christophe Darbellay
Président de la Fédération Suisse des Casinos

Maisons de jeu en Suisse

	2016	2015	Différence 2015/16
Nombre de casinos	21	21	-
Produit brut des jeux en mio. CHF	689	681	+ 1.2%
Impôt sur les maisons de jeu en mio. CHF	323	320	+ 1.1%
Nombre de tables de jeu	254	247	+ 2.8%
Nombre d'appareils à sous	4482	4421	+ 1.4%
Nombre d'entrées	4.8 mio	4.7 mio	+ 1.6%
Nombre d'emplois à temps plein	2024	2022	+ 0.1%



2. Produit brut des jeux 2016

Casino	PBJ 2016 en mio. CHF	Différence 2015/16 en %
Montreux _A	74.1	2.0
Zürich _A	67.4	5.5
Baden _A	59.6	-3.6
Bâle _A	59.0	-1.8
Meyrin _B	58.5	3.2
Mendrisio _B	50.9	7.5
Berne _A	50.0	1.0
Lucerne _A	36.0	0.0
Lugano _A	34.1	1.5
St-Gall _A	32.4	3.3
Pfäffikon _B	26.1	-4.0
Neuchâtel _B	23.6	6.6
Bad Ragaz _B	22.2	5.3
Locarno _B	20.2	-5.4
Fribourg _B	19.3	-1.5
Crans-Montana _B	14.5	-2.1
Courrendlin _B	14.1	-4.7
Interlaken _B	11.5	5.3
Schaffhouse _B	10.8	-6.1
St-Moritz _B	2.8	-2.1
Davos _B	2.1	7.4
TOTAL	CHF 689.4 mio	+ 1.2

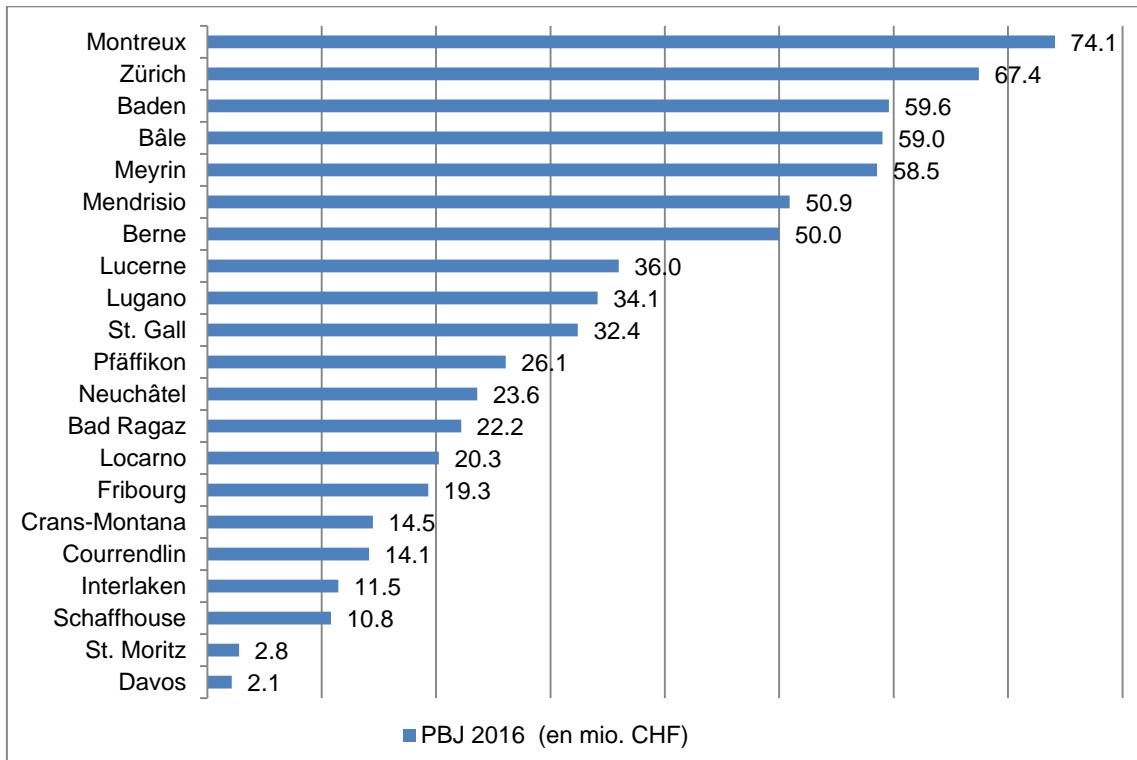
Le produit brut des jeux correspond à la différence entre les mises et les gains payés.

Casinos A/B: différences concernant les jeux proposés

Les maisons de jeu au bénéfice d'une concession A peuvent proposer un nombre illimité de jeux de table et de machines à sous et établir une connexion entre les jackpots. Les mises maximales ne sont pas limitées par la loi.

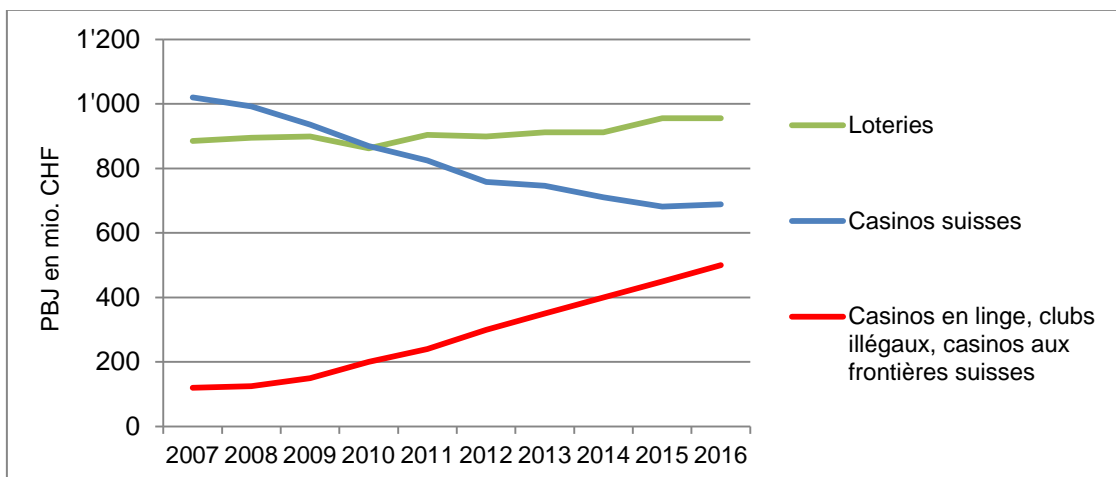
Les maisons de jeu au bénéfice d'une concession B ne peuvent proposer que trois types de jeux de table (p. ex. roulette, black jack et poker) et au maximum 250 machines à sous. Elles doivent en outre respecter des limitations des mises et des gains et ne peuvent pas établir de connexion entre les jackpots au-delà de la propre maison de jeu. Les obligations légales en matière de sécurité et de protection sociale sont les mêmes pour les concessions A et B.

Les différences de grandeur des casinos suisses



Développement casinos en comparaison avec loteries et internet

Le produit brut des jeux des sociétés de loteries Swisslos et Loterie Romande est en légère augmentation. Le produit brut des jeux des casinos suisses est en fort recul depuis des années. Les casinos suisses extrêmement réglementés perdent systématiquement des clients au profit des casinos en ligne, des clubs de jeux illégaux et des casinos dans les pays limitrophes.



3. Impôt sur les maisons de jeu 2016

Casino	Impôt sur les Maisons de jeu 2016 en mio. CHF	Part AVS en mio. CHF	Part canton en mio. CHF
Montreux _A	40.0	40.0	-
Zürich _A	35.4	35.4	-
Baden _A	30.1	30.1	-
Bâle _A	29.7	29.7	-
Meyrin _B	27.3	16.4	10.9
Mendrisio _B	24.7	14.8	9.9
Berne _A	24.1	24.1	-
Lucerne _A	16.1	16.1	-
Lugano _A	15.2	15.2	-
St-Gall _A	14.3	14.3	-
Pfäffikon _B	11.2	6.7	4.5
Neuchâtel _B	9.9	6.0	3.9
Bad Ragaz _B	9.3	5.6	3.7
Locarno _B	8.4	5.0	3.4
Fribourg _B	7.6	4.6	3.0
Crans-Montana _B	3.9	2.3	1.6
Courrendlin _B	5.7	3.4	2.3
Interlaken _B	4.6	2.8	1.8
Schaffhouse _B	4.4	2.6	1.8
St-Moritz _B	0.7	0.4	0.3
Davos _B	0.6	0.4	0.2
TOTAL	CHF 323.2 mio	CHF 275.9 mio	CHF 47.3 mio

Casinos A/B: différences concernant la destination de l'impôt sur les maisons de jeu

L'impôt sur les maisons de jeu des casinos ayant une concession A revient intégralement à l'AVS. L'AVS perçoit 60% de l'impôt sur les maisons de jeu des casinos ayant une concession B, contre 40% au canton d'implantation.

4. Évolution du produit brut des jeux et de l'impôt sur les maisons de jeu

Le produit brut des jeux des casinos suisses a atteint un niveau record en 2007. Depuis, les chiffres d'affaires des casinos ont baissé de 33%. L'impôt sur les maisons de jeu a même baissé de 40% en raison du tarif progressif. Après huit années de recul continu, une stabilisation semble à présent s'esquisser à un faible niveau.

La réglementation suisse rigoureuse fausse la concurrence

Les interdictions de fumer et le franc fort ont eu un impact négatif sur l'évolution du chiffre d'affaires. Mais ils n'expliquent pas la baisse qui se poursuit depuis des années. Les principales causes de ce recul sont d'une part les prescriptions restrictives et d'autre part les nouvelles offres concurrentielles soumises à des restrictions beaucoup moins rigoureuses. Depuis des années, les casinos suisses soumis à une réglementation sévère perdent systématiquement des clients au profit des casinos en ligne, des clubs de jeux illégaux et des casinos dans les pays étrangers frontaliers. La part de marché de ces exploitants est désormais de 20% et augmente de façon continue (cf. l'étude de l'Université de Berne «Abschätzung der finanziellen Auswirkungen des neuen Geldspielgesetzes», avril 2015, mandatée par l'Office fédéral de la justice).

Casinos en ligne

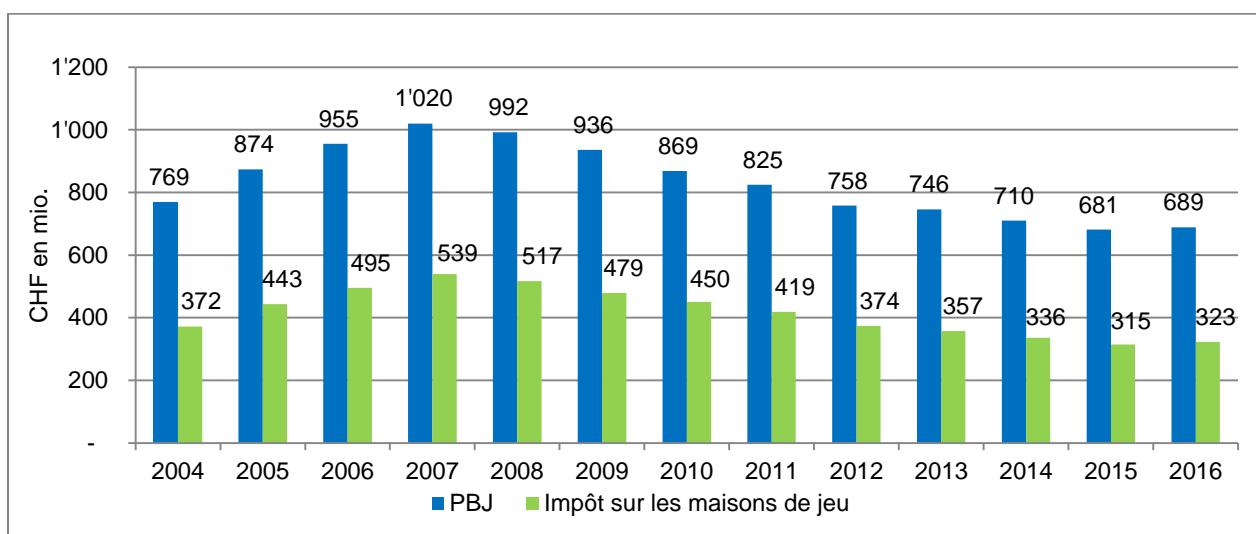
Les casinos en ligne représentent une concurrence en forte croissance pour les casinos suisses. Bien qu'ils soient illégaux en Suisse, ils sont accessibles librement sur Internet. On estime à 250 millions de francs, les sommes qui sont ainsi drainées vers l'étranger.

Clubs de jeux illégaux

Des bandes organisées exploitent de plus en plus de clubs de jeux illégaux en Suisse. La situation s'est aggravée ces dernières années. Le chiffre d'affaires illégal devrait osciller autour de 150 millions de francs par an.

Nouveaux casinos aux frontières suisses

De nouveaux casinos, de nombreuses salles de jeu et des milliers de machines à sous ont été mis en service ces dernières années du côté allemand, autrichien, italien et français de la frontière nationale et s'adressent également aux clients suisses. Ainsi, au moins 100 millions de francs de chiffre d'affaires sont transférés chaque année de Suisse vers l'étranger.



5. La nouvelle loi sur les jeux d'argent doit renforcer la compétitivité des maisons de jeu suisses

La nouvelle loi sur les jeux d'argent doit renforcer la compétitivité des casinos suisses, faute de quoi les parts de marché des casinos en ligne illégaux, des clubs de jeux illégaux et des offres de jeux peu contrôlées dans les pays étrangers limitrophes vont continuer à progresser. Cela nuit non seulement aux maisons de jeu, mais mine également les mesures efficaces contre la dépendance au jeu et se traduit par de nouvelles baisses sensibles des redevances à l'AVS et aux cantons.

Nous devons nous recentrer sur l'objectif initial: les Suissesses et les Suisses doivent jouer dans les casinos suisses, à la fois sûrs et surveillés, et non chez des exploitants illégaux et étrangers. C'est seulement de cette manière que les mesures de préventions suisses rigoureuses pourront avoir de l'effet et que les revenus resteront en Suisse. Des casinos suisses compétitifs sont indispensables à cet effet.

Les points suivants sont essentiels concernant la loi sur les jeux d'argent:

- Les mesures de prévention éprouvées contre la dépendance au jeu doivent être conservées. Des mesures supplémentaires telles que l'introduction d'une nouvelle commission de prévention ou de redevances supplémentaires au titre de l'addiction au jeu sont inefficaces et donnent lieu à des doublons.
- Le blocage de l'accès aux jeux en ligne illégaux doit être introduit de toute urgence. Environ 250 millions de francs du produit brut des jeux sont aujourd'hui transférés chaque année vers l'étranger. Les exploitants illégaux ne proposent aucune protection contre la dépendance au jeu et ne versent aucune redevance à l'AVS ni aux cantons. Les maisons de jeu suisses concessionnaires doivent également avoir la possibilité de proposer leur offre en ligne à l'avenir.
- Les maisons de jeu doivent également avoir la possibilité d'introduire des jeux d'adresse afin de pouvoir réagir aux évolutions futures. Les casinos doivent également avoir la possibilité de vendre des paris sportifs et des loteries de Swisslos et de la Loterie Romande. Grâce à leur protection sociale, les maisons de jeu offrent les meilleures conditions dans cette perspective.

La loi entrera vraisemblablement en vigueur au plus tôt le 1^{er} janvier 2019. Il sera rendu compte de la situation actuelle des consultations parlementaires lors de l'assemblée des délégués 2017.



6. Les casinos en ligne étrangers ne respectent pas la loi

L'art. 5 de la loi sur les maisons de jeu interdit l'exploitation de jeux de hasard sur Internet. Il n'empêche qu'un grand nombre de casinos en ligne illégaux présentent leur offre en Suisse depuis des années. La Fédération Suisse des Casinos a donc chargé la société d'audit BDO de procéder à un état des lieux indépendant de 20 casinos en ligne. En résumé, les conclusions de cette étude sont les suivantes:

- 8 casinos en ligne s'adressent spécifiquement et en toute illégalité à des clients suisses sur leur site Internet.
- Un compte client a pu être ouvert avec une adresse suisse dans 15 casinos en ligne, tout comme il a été possible de verser de l'argent avec une carte de crédit suisse et de jouer avec de l'argent réel malgré l'interdiction.
- 13 casinos en ligne envoient de la publicité par e-mail après l'inscription.
- Sur demande, 11 casinos en ligne ont indiqué à tort que leur offre était légale en Suisse.
- Seuls 4 casinos en ligne ont remboursé le solde sur le compte client à l'issue de l'étude.

L'enquête de BDO montre que des interventions sont requises de toute urgence: la plupart des casinos en ligne étrangers ne respectent pas la loi. Ainsi, quelque 250 millions de francs du produit brut des jeux s'écoulent chaque année vers l'étranger avec une tendance en forte hausse. Parallèlement, le produit brut des jeux des maisons de jeu suisses ne cesse de diminuer.

L'art. 106 de la Constitution fédérale exige que les consommateurs soient protégés contre les dangers du jeu de hasard et que les recettes profitent à l'AVS et à l'utilité publique. Comme le montre l'étude de BDO, ce n'est absolument pas le cas aujourd'hui. La poursuite pénale des casinos en ligne illégaux est pratiquement impossible. Pour ces raisons, le blocage de l'accès aux exploitants de jeux d'argent en ligne illégaux doit être introduit de toute urgence dans le projet de loi sur les jeux d'argent. Autrement, les exigences de l'art. 106 de la Constitution fédérale ne pourront pas être respectées.

7. Lutte contre le blanchiment d'argent, organisation d'autorégulation Casinos

Les modifications de la loi en vue de la mise en œuvre des nouveaux devoirs de diligence dans le domaine des délits fiscaux qualifiés entraînent en vigueur le 1^{er} janvier 2016. Désormais, les casinos devront également assumer des devoirs de diligence dans le domaine des délits fiscaux qualifiés.

En décembre 2016, le GAFI a publié son dernier rapport sur la Suisse. Différentes corrections qui concernent également les casinos y sont exigées. Le GAFI attend une adaptation de la législation dans un délai de trois ans. Cela signifie que le mécanisme législatif ne va pas non plus connaître de répit dans le domaine du blanchiment d'argent.

L'OAR Casinos est une association indépendante qui agit en qualité d'organisation d'autorégulation dans le sens de la loi sur le blanchiment d'argent. Quinze casinos lui sont affiliés, dont 8 identifient leurs clients à l'entrée et 7 lorsque la valeur seuil déterminante est atteinte.

8. European Casino Association (ECA)



La Fédération Suisse des Casinos est membre de l'European Casino Association (ECA). Celle-ci a été créée au début des années 1990 sous le nom d'European Casino Forum et n'a cessé de croître. L'ECA défend aujourd'hui les intérêts de quelque 900 casinos terrestres comptant plus de 70 000 collaborateurs dans 26 pays en Europe.

Objectifs de l'ECA:

- Promotion de la réputation du secteur des maisons de jeu (jeu responsable, contributions des casinos à l'intérêt général)
- Share best practice
- Défense des intérêts vis-à-vis des institutions des communautés européennes
- Lutte contre l'offre de jeux illégale

9. La Fédération Suisse des Casinos

Comité

Président	Christophe Darbellay, ancien conseiller national
Représentants A	Detlef Brose, Grand Casino Baden Guido Egli, Grand Casino Luzern Gert Thoenen, Grand Casino Bâle
Représentants B	Peter Bratschi, Casino Bad Ragaz Michele Marinari, Casino Mendrisio Gilbert Monneron, Casino Fribourg

Siège administratif

Marc Friedrich, directeur
Beatrice Messer, assistante

La Fédération Suisse des Casinos est membre de:

European Casino Association ECA
Union suisse des arts et métiers USAM
economiesuisse
Fédération suisse du tourisme FST

10. Membres de la Fédération Suisse des Casinos

Sur un total de 21 casinos, 15 sont affiliés à la Fédération Suisse des Casinos. La Fédération représente 70% du chiffre d'affaires du secteur des casinos.

Concession A :

Spielbank Baden AG	Haselstrasse 2 5400 Baden	Tel. 056 204 07 07	www.grandcasinobaden.ch
Airport Casino Basel AG	Flughafenstr. 225 4012 Basel	Tel. 061 327 20 20	www.grandcasinobasel.com
Grand Casino Kursaal Bern AG	Kornhausstrasse 3 3000 Bern 25	Tel. 031 339 55 55	www.grandcasino-bern.ch
Casinò Lugano SA	Via Stauffacher 1 6900 Lugano	Tel. 091 973 71 11	www.casinolugano.ch
Grand Casino Luzern AG	Haldenstrasse 6 6006 Luzern	Tel. 041 418 56 56	www.grandcasinoluzern.ch
Casino de Montreux SA	Rue du Théâtre 9 1820 Montreux	Tel. 021 962 83 83	www.casinodemontreux.ch

Concession B :

Casinò Admiral SA	Via Angelo Maspoli 6850 Mendrisio	Tel. 091 640 50 20	www.casinomendrisio.ch
Casino Bad Ragaz AG	Hans-Albrecht-Str. 7310 Bad Ragaz	Tel. 081 303 39 39	www.casinoragaz.ch
Casino Davos AG	Promenade 63 7270 Davos Platz	Tel. 081 410 03 03	www.casinodavos.ch
Casino de Fribourg	Route du Lac 11 1763 Granges- Paccot	Tel. 026 467 70 00	www.casinodefribourg.ch
Casino Interlaken AG	Strandbadstr. 44 3800 Interlaken	Tel. 033 827 62 10	www.casino-interlaken.ch
Casino du Jura SA	Sur Haute-Rive 1 2830 Courrendlin	Tel. 032 436 10 80	www.lucienbarriere.com
Casinò Locarno SA	Largo Zorzi 1 6601 Locarno	Tel. 091 756 30 30	www.casinolocarno.ch
Casino de Neuchâtel SA	Faubourg du Lac 14 2000 Neuchâtel	Tel. 032 729 90 00	www.casino-neuchatel.ch
Casino St. Moritz AG	Via Mezdi 27 7500 St. Moritz	Tel. 081 837 54 54	www.casinostmoritz.ch